

OMS : 23 milliards de dollars pour la fin de l'urgence mondiale du COVID

Page 2

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 14 février 2022

7 jrs/7

N°1859

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Le trafic de bois a la peau dure en Afrique

Page 7



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Burkina Faso : "Le MPSR est porteur d'espoir", dixit Pascal Zaïda du CNTR

Page 13



Soudan :L'activiste et opposante, Amira Osman, désormais libre

Page 6

SANTÉ

L'OMS invite les médecins africains à harmoniser les programmes de formation

L'organisation mondiale de la santé estime que les professionnels de la santé d'Afrique, y compris les chercheurs et les décideurs, doivent harmoniser leur programme et leur formation pour relever les défis qui affectent le secteur de la santé.





Améliorer la gouvernance dans la reconnaissance des cadres…

Plus de 800 professionnels de la santé de 27 pays africains se sont réunis à Mombasa, au Kenya, pour un appel à l'apprentissage basé sur les compétences et à l'adoption de la technologie pour renforcer leurs compétences afin d'améliorer le secteur de la santé. Selon Tedros Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, dans les mois à venir, l'organisation publiera de nouvelles preuves et directives sur l'éducation basée sur les compétences pour soutenir le dialogue national africain. «L'année dernière, nous avons également inauguré l'académie de l'OMS qui vise à transformer l'apprentissage tout au long de la vie pour la santé. Il n'y a pas de santé sans agents de santé. "La pandémie montre à quel point les agents de santé sont essentiels et pourquoi ils ont besoin d'investissements, d'emplois décents et d'informations, de compétences et d'outils les plus précis pour se maintenir en bonne santé, ainsi que leur communauté », a déclaré le Dr Tedros.

Une bonne formation

Tedros a exhorté les décideurs politiques à veiller à ce que les agents de santé du continent aient la bonne éducation, la formation et l'équipement requis pour faire leur travail

La suite à la page 3

MONDE

La suite de la page 2

en toute sécurité."Cela signifie des mises à jour du programme d'études dans le cadre du modèle d'éducation basée sur les compétences alignées sur les besoins de santé des populations. Ils ont beaucoup fait pour nous protéger ; c'est maintenant à nous de les protéger", a-t-il ajouté. Le président Uhuru Kenyatta, a déclaré à The East Africa qu'il était nécessaire de réformer et de calibrer le contenu et la formation des agents de santé pour fournir des services de qualité au continent. "Formuler les cadres politiques et réglementaires nécessaires pour soutenir une formation, un développement et un déploiement renforcés des agents de santé en fonction de l'évolution des besoins. Améliorer la gouvernance dans la reconnaissance des cadres, les programmes de services et le champ d'exercice pour améliorer la gestion et la rétention des personnels de santé", a déclaré M. Kenyatta.

K.Fiakofi

Hausse du prix de l'huile végétale et des produits laitiers dans le monde, selon la FAO



Les prix de ces produits ont connu une hausse de 1,1% par rapport au mois dernier et une baisse de 2,7% par rapport à son niveau de l'année précédente

Selon les derniers chiffres publiés par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires a enregistré une légère hausse au cours du mois de février, affichant une moyenne de 170,8 points.

Les prix alimentaires mondiaux ont rebondi en janvier et sont restés proches de leurs niveaux les plus élevés depuis dix ans, grâce à un bond de l'indice des huiles végétales et des produits laitiers, a indiqué l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les prix mondiaux des produits alimentaires étaient en hausse au cours du mois de janvier 2022, annonce l'Agence des Nations Unies pour l'aliment et l'agriculture (FAO). En s'établissant en moyenne à 135,7 points le mois dernier, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires a enregistré une hausse de 1,1% par rapport à décembre 2021. La progression de cet indice

La suite à la page 4

SOMALIE

La suite de la page 3



La baisse des récoltes et les achats constants des acheteurs asiatiques ont également entraîné une hausse mensuelle de 3,1% des prix internationaux du riz

est due «en premier lieu à la hausse de 4,2% en glissement mensuel de l'Indice FAO des prix des huiles végétales, dont la tendance à la baisse enregistrée en décembre s'est inversée et qui a atteint son plus haut niveau historique», a expliqué l'agence onusienne.

Selon ONU Info, la hausse des prix des denrées alimentaires a contribué à une poussée plus large de l'inflation alors que les économies se remettent de la crise du nouveau coronavirus. La FAO a mis en garde contre la hausse des coûts qui met en danger les populations les plus vulnérables surtout dans les pays dépendant largement des importations.

Selon Allafrica, l'Indice FAO des prix des céréales s'est légèrement accru de +0,1% par rapport à décembre 2021 : les prix du maïs à l'exportation ont progressé de 3,8%, ceux du blé ont accusé un recul de 3,1% tandis qu'une hausse mensuelle de 3,1% a été observée au niveau des prix internationaux du riz. Notons que «l›Indice FAO des prix de la viande a légèrement augmenté en janvier, les prix internationaux de la viande de bovins atteignant un niveau record, tandis que les prix de la viande d›ovins et de la volaille se sont assouplis» également, fait savoir l'agence onusienne ajoutant que ceux de la viande de porcins ont légèrement augmenté.

Fatimata COMPAORE

Des femmes vent débout contre les mutilations génitales féminines

Selon le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), une enquête de 2020 sur la santé et la démographie en Somalie montre que 99 % des femmes de 15 à 49 ans ont subi des mutilations génitales (MGF). La plupart, entre 5 et 9 ans.

Alors que des efforts sont fournis pour l'éradiquer, la pratique des MGF est aussi vieille que le monde, en Somalie. L'avènement de la pandémie du Covid-19 a aggravé la situation avec la perturbation des programmes de prévention et la fermeture des écoles qui augmente le risque pour les filles de subir des MGF.

D'après le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), l'étude effectuée en 2020 a révélé que 72% des femmes sont convaincues de

La suite à la page 5

SOMALIE

La suite de la page 4



Pour endiguer le fléau, une campagne de sensibilisation a été lancée par l'UNFPA et la Fondation Ifrah, Halima et des femmes influentes



En 2020, l'UNFPA a permis à 52.225 femmes et filles somaliennes de bénéficier de services de protection, de prévention ou de soins en lien avec les MGF

la nécessité de cette pratique et 99% des Somaliennes âgées de 15 à 49 ans l'ont déjà subie, la plupart dès l'âge de cinq à neuf ans. Beaucoup d'entre elles la trouve conforme à leur croyance, notamment l'islam, alors que certains guides religieux musulmans se sont démarqués de cette affirmation qui est contraire aux valeurs de l'islam qui condamne la pratique.

Pour endiguer le fléau, une campagne de sensibilisation baptisée Dear Daughter (Ma chère fille) a été lancée par l'UNFPA et la Fondation Ifrah, Halima et d'autres femmes influentes. Une centaine de foyers qui abrite un camp pour personnes déplacées à la périphérie de la capitale somalienne ont reçu, à cet effet, des postes émetteurs fournis par l'UNFPA avec l'appui de la Campagne mondiale pour l'élimination des MGF. L'objectif est de permettre à ces familles d'écouter les messages de sensibilisation au cours de la campagne.

Le Covid-19 a ralenti les actions de préventions

Selon l'organisation des Nations unis, la campagne a été menée à succès grâce à Halima, une victime de cette pratique par sa propre mère dès l'âge de 8 ans. Elle revit cette mutilation génitale qu'elle a subie sans anesthésie au cours de laquelle elle a perdu assez de sang, se souvient-elle.

Celle qui témoigne aujourd'hui pour espérer convaincre son entourage à abandonner la pratique confie avoir passé 3 mois sur le lit d'hôpital et uriner est devenue par la suite problématique pour elle. De par son influence dans la communauté d'appartenance, des accoucheuses traditionnelles et autres adeptes

La suite à la page 8

SOUDAN

La suite de la page 7

de la pratique des MGF comme sa mère ont pris conscience du danger des MGF auxquelles elles ont renoncé, permettant ainsi à près de 200 filles vivant dans le camp d'y échapper", a souligné l'UNFPA.

En 2020, l'UNFPA a permis à 52.225 femmes et filles somaliennes de bénéficier de services de protection, de prévention ou de soins en lien avec les MGF. Bien qu'aucune législation nationale n'interdise formellement ces pratiques, l'État de Puntland a voté l'an dernier une loi de Tolérance zéro envers la pratique des MGF.

En rappel, la journée mondiale de tolérance zéro contre les MGF est célébrée chaque 6 février. L'UNFPA souligne qu' un tiers des filles sont soumis à cette pratique à travers le monde mais pour que l'objectif zéro cas de MGF soit atteint d'ici 2030, des efforts doivent être décuplés et cela nécessiterait un budget de 2,4 milliards de dollars pour les 31 pays prioritaires. La somme de 275 millions est nécessaire pour les dépenses. Ce qui fait un manque de financement de près de 2,1 milliards.

Lucien DAKISSAGA

libération de l'opposante et activiste, Amira Osman



La militante avait été mise aux arrêts pour ses critiques contre le régime de Al-Buhran

La militante des droits des femmes au Soudan, Amira Osman, a été libérée ce 6 février 2022, après deux semaines de détention, selon Africa News.

La fin d'un cauchemar pour Amira Osman et un profond soulagement pour ses proches et sympathisants. La célèbre militante des droits des femmes au Soudan a été finalement libérée dimanche dernier après deux semaines de détention, indique Africa News. En effet, dans un tweet, Nabila Massrali, porte-parole du Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a assuré que L'@EUinSudan a pu rendre visite à la défenseure des droits des femmes #AmiraOsman, au Soudan, après sa libération sous caution. Satisfaite de sa libération, Massrali indique que la militante doit bénéficier d'un procès équitable.

Son arrestation, objet de vives protestations

Amira Osman avait participé aux récentes manifestations contre le régime militaire au pouvoir, avant d'être arrêtée lors d'une descente à son domicile des forces de police. Cette membre du parti communiste était détenue à la prison pour femme à Omdourman. Son arrestation avait suscité de nombreuses protestations au sein de la communauté internationale, notamment des Nations unies, qui avait fermement condamné la répression et les arrestations ayant suivi la vague de manifestations.

Source : Africa News.

Pierre Oued.

ENVIRONNEMENT

Le trafic de bois a la peau dure en Afrique

Le bois reste de loin la première source d'énergie dans la majorité des pays d'Afrique. Elle est utilisée dans la fabrication de certains objets et transportée à travers le monde pour différentes utilisations. Ces bois sont coupés et transportés clandestinement à travers l'Afrique, malgré les la lutte que mènent les autorités contre cela et pour la sauvegarde des forêts.



Le bois de rose, une espèce rare et précieuse, est utilisée dans l'industrie de parfumerie et de l'aromathérapie



Le précieux bois de rose est utilisé dans différents domaines : ébénisterie, parfumerie ou médecine

Il existe différents types de bois mais le plus utilisé est le bois de rose, beaucoup convoité et recherché en Afrique et dans d'autres continents. Les trafiquants l'appellent « l'ivoire de la forêt ». Le bois de rose est un arbre rare particulièrement demandé en Chine, découpé illégalement en Casamance et qui transite par le port de Banjul, là aussi de manière illicite. En 2017, le Sénégal et la Gambie ont tous deux signé un traité international pour sa protection lorsqu'il a été établi qu'il est « en voie de disparition ». Selon Commod Africa, la récolte, le transport et l'exportation du bois de rose sont interdits au Ghana. Une interdiction qui vise à éliminer les activités illégales mettant en danger l'espèce, en particulier dans le nord du Ghana. L'abattage illégal de bois de rose était devenu une menace environnementale, puisque ce business rapporte gros, selon une enquête de la BBC en 2020, qui indique, par exemple, que la Gambie avait

La suite à la page 8

SANTE

La suite de la page 7

exporté pour 300 millions de dollars de bois de rose en six ans. Un marché lucratif qui est au cœur des tensions observées à la frontière entre la Gambie et la Casamance.

Green Peace a rapporté qu'après avoir littéralement pillé Madagascar de cette essence, les industries forestières en quête permanente de profit, ont jeté leur dévolu sur l'Afrique de l'Ouest, en particulier le Sénégal. Il faut rappeler que le bois de rose est une espèce rare et précieuse, utilisée dans l'industrie de parfumerie et de l'aromathérapie. Il est également recherché pour la fabrication de mobiliers et divers objets de luxe dont les très prisés mobiliers de style traditionnel des dynasties Ming et Qing par la classe bourgeoise chinoise. D'où la ruée sans cesse croissante vers cette variété de bois.

Fatimata COMPAORE

L'OMS en quête de 23 milliards de dollars pour mettre fin à l'urgence mondiale du COVID



L'Organisation mondiale de la santé a exhorté les pays riches à intensifier leurs efforts et à mettre fin à la pandémie de COVID-19 en tant qu'urgence sanitaire mondiale

Tout en aidant les pays à revenu faible et intermédiaire à obtenir des tests, des traitements et des vaccins, l'OMS a demandé aux 55 nations les plus riches du monde de fournir 23 milliards de dollars de financement pour contribuer à freiner la transmission du virus, à briser le cycle des variantes, à soulager les agents et les systèmes de santé surchargés et à sauver des vies. Chaque mois de retard coûterait à l'économie mondiale près de quatre fois l'investissement dont ACT-Accelerator a besoin. Seulement 10% des personnes dans les pays à faible revenu ont reçu au moins une dose de vaccin. Des disparités que l'OMS déplore. Sur les 4,7 milliards de tests COVID-19 qui ont été administrés dans le monde, seuls 22 millions ont été effectués dans des pays à faible revenu, soit 0,4 % du total, selon l'OMS. Une inégalité massive qui coûte non seulement des vies, mais nuit aussi aux économies avec le risque d'émergence de nouvelles variantes plus

La suite à la page 9

La suite de la page 8



Des fonds sont nécessaires de toute urgence pour fournir aux pays les plus pauvres les tests, les traitements et les vaccins

dangereuses qui pourraient coûter aux outils actuels leur efficacité. Ce qui ferait reculer même le nombre de populations hautement vaccinées de plusieurs mois, selon un communiqué de l'OMS.

Seulement 800 millions de dollars collectés

Les dons attendus permettront à ACT-Accelerator de conduire des déploiements de vaccins dans les pays pauvres et aider à atteindre l'objectif mondial de 70 % de couverture vaccinale dans tous les pays d'ici la mi-2022. Le fonctionnement d'ACT-A nécessitait quelque 23,4 milliards de dollars sur la période d'octobre 2021 à septembre 2022, mais seuls 800 millions de dollars ont été collectés à l'étape actuelle, selon les sources. Le programme réclame donc 16 milliards de dollars aux pays riches pour combler, à l'immédiat, le déficit de financement. Selon l'OMS, cela permettra également à l'initiative d'acheter les tests, les traitements, l'oxygène et les équipements de protection individuelle nécessaires dans les pays à faible revenu. La propagation rapide d'Omicron rend encore plus urgente la garantie de l'équité dans la distribution des tests, des traitements et des vaccins dans le monde, selon le patron de l'OMS, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus.

K.Fiakofi

Cantine scolaire : 14 millions de repas offerts à près de 100 000 élèves en 2021



Le programme de cantine scolaire bénéficie de l'appui de la Banque mondiale

Un rapport du ministère du Développement, dans le cadre de sa revue de performance annuelle, a indiqué que le programme des cantines scolaires a bénéficié à près de 95 000 élèves, qui ont reçu plus de 14 millions de repas chauds courant l'année 2021, rapporte alwihdainfo.com.

Le programme mis en place par le gouvernement

La suite à la page 12

La suite de la page 11



Le programme compte s'étendre à d'autres écoles non couvertes

togolais a permis notamment de fournir les repas dans 337 écoles, sur la période, représentant une couverture de 8% des effectifs des élèves du préscolaire et du primaire de l'enseignement public au Togo. Le Programme d'alimentation scolaire, confié à l'Agence de développement à la base (ANADEB), devrait accentuer son action dans les zones les plus défavorisées du pays, notamment dans la région des Savanes (Nord).

Les villages frontaliers visés par les cantines sociales

Un focus qui, pour l'heure, constitue une réponse aux défis sécuritaires, selon des experts du développement à la base. La région des Savanes serait une priorité du programme des cantines, indique-t-on du côté du ministère du Développement à la base, dans le cadre de cette revue, rapporte la même source L'ambition est de couvrir tous les villages en cantine scolaire, poursuit-elle. Depuis 2008, plus de 75 millions de repas chauds ont été distribués au Togo, grâce à l'appui des partenaires, notamment la Banque mondiale, pour un coût total de plus de 22 milliards FCFA, selon les données disponibles.

Pierre Oued.

2ème édition du SICRO: l'industrie du froid à l'honneur à Ougadougou

Le comité d'organisation du Salon International de la Climatisation et de la Réfrigération de Ouagadougou (SICRO) était face à la presse ce jeudi 10 février 2022 à Ouagadougou. Objectif: décliner le programme d'activités de la deuxième édition de cette activité prévue se tenir en début mars prochain.

Du 3 au 5 mars 2022, Ouagadougou va vibrer au rythme de la deuxième édition du SICRO. Placée sous le thème «*Technologie du froid et énergies renouvelables: facteurs de développement durable au profit de nos populations*», cette édition, de l'avis de ses organisateurs, envisage une meilleure promotion du froid au Burkina Faso à travers l'organisation de panels de haut niveau et d'un marché

La suite à la page 13

BURKINA FASO

La suite de la page 12



Pour le PCO du SICRO, Jean Bazié (centre), le domaine du froid est important dans le monde entier

regroupant tous les acteurs. A en croire le Président du Comité d'organisation (PCO) du SICRO, Jean Bazié, l'importance du secteur du froid n'est plus à démontrer sur le plan mondial. «Nous ne cesserons de le répéter, l'industrie du froid joue un rôle majeur et croissant dans *l'économie mondiale, particulièrement dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'énergie, de l'environnement et du commerce*», a-t-il fait savoir. Pour un pays comme celui des Hommes intègres qui se bat pour atteindre l'autosuffisance alimentaire, analyse-t-il. Au regard de la chaleur qui occasionne parfois des pertes alimentaires, la mise en place, selon lui, d'une chaîne de froid doit être une priorité. L'édition 2022 de ce Salon comporte plusieurs objectifs, foi de l'orateur principal. «Spé*cifiquement le SICRO vise à favoriser les échanges sur les thèmes d'intérêt communs dans le domaine du froid pour une amélioration des conditions de vie des populations urbaines et rurales; faire connaître au grand public la technologie du froid (...) et formuler des recommandations pertinentes et ciblées pour la promotion du froid au Burkina Faso*», a souligné Jean Baziéqui n'a pas manqué de rappeler l'apport du premier SICRO qui s'est tenu du 26 au 28 mars 2021. Piloté par l'Association des Professionnels des acteurs du Froid et de la Climatisation (APFC), cette foire, en deux ans d'existence, se veut le premier salon d'exposition regroupant tous les acteurs de la climatisation et de la réfrigération du continent noir. Rendez-vous est donc pris à partir du 3 mars prochain, du côté du pavillon levant du SIAO, à Ouagadougou, pour la 2è édition du SICRO.

Abdoul Karim TAPSOBA

BURKINA FASO

Constitutionnalisation du pouvoir du MPSR : Pr Abdoulaye Soma dénonce une catastrophe

Le 8 février 2022, le Conseil Constitutionnel (CC) burkinabè a pris deux décisions majeures touchant à la vie et au fonctionnement de l'appareil d'Etat. Ces actes, rendus publics deux jours plus tard, ont suscité de vives réactions chez certains juristes du pays à l'image du constitutionnaliste Abdoulaye Soma.



Le professeur Abdoulaye Soma estime que, par cette décision, le conseil constitutionnel «tue sa propre autorité»

La première décision du 8 février 2022, estampillée n°2022-003/CC, fait le constat de la vacance du pouvoir à la présidence du Faso, consécutive à la "démission" de l'ex chef d'Etat Roch Kaboré. En effet, au regard des évènements du 24 janvier 2022 qui ont entraîné l'éviction du pouvoir de l'ancien président et après avoir pris acte de la lettre de démission de ce dernier, les «gardiens de la constitution» ont décidé de constater la vacance du pouvoir. La deuxième décision de cette institution judiciaire et référencée n°2022-004/CC, stipule avoir pris connaissance de l'acte fondamental de l'actuel organe dirigeant du pays, le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR). Ainsi en vertu de cet acte fondamental, notamment en ses articles 26, 28, 35 et de l'article 157 de la Constitution, précise le Conseil constitutionnel, le premier responsable du MPSR, le Lieutenant-colonel Paul Damiba porte désormais le titre de «Président du Faso».

Une «catastrophe constitutionnelle»

Aussitôt publiées, ces décisions ont vite déclenché une avalanche de réactions entre approbateurs et réprobateurs. Parmi ces derniers, figure le constitutionnaliste Abdoulaye Soma. Bien que se disant être en parfaite symbiose avec la première décision des sages, la seconde semble l'avoir irrité. Selon cet enseignant de Droit à l'université Thomas Sankara, le fait que le Chef de la junte au pouvoir soit élevé au rang de chef de l'Etat est acceptable. Cependant, pour lui, «la dévolution, par décision du Conseil constitutionnel, des fonctions de Président du Faso, sans autres formalités démocratiques, dans la démarche utilisée, est une catastrophe constitutionnelle». Vraisemblablement très remonté, l'ex candidat aux élections présidentielles de 2020 estime que, par cet acte, le Conseil constitutionnel fait obstruction à la démocratie et érige ainsi le putsch en mode légal d'accession à la magistrature suprême. «Comment peut-on faire ça?», s' est-il insurgé avant d'indiquer que le modèle de 2014 a été mal reproduit. D'après les dernières nouvelles, le président du MPSR, Paul Damiba, prête serment le 16 février 2022 devant les juges de la Cour constitutionnel.

Abdoul Karim TAPSOBA

BURKINA FASO

La CNTR exhorte le MPSR à l'audit des départements ministériels

Le samedi 12 février 2022, la Corordination Nationale pour une Transition Réussie (CNTR) a tenu son assemblée générale à Ouagadougou. Le coup d'État de fin janvier 2022 et les modalités de la mise en place de la future transition ont été au centre des échanges entre les participants, venus en grand nombre, à cette assemblée générale.



Dans l'optique de mener à bien la future transition, Pascal Zaïda (centre) et ses camarades ont fait des récommandations à l'endroit des nouvelles autorités

D'entrée de jeu, la CNTR, par la voix de son porte-parole, a salué l'avènement de la junte militaire aux affaires au pays des Hommes intègres. <<Depuis le 24 janvier 2022, le Burkina Faso ouvre une ère nouvelle de son histoire politique. L'ouverture de cette nouvelle époque, en opposition à une autre, répressive, autoritaire, est aujourd'hui pour nous une occasion offerte à l'ensemble du peuple pour renouveler son histoire politique>>, a déclaré Pascal Zaïda. À l'entendre, la transition politique annoncée par l'actuel organe dirigeant du pays, le Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) est porteur d'espoir. Pour cela, argumente-t-il, la CNTR s'est sentie interpellée d'apporter sa contribution pour une transition de rupture au quadruple plan politique, économique, sécuritaire et sociale. Pour ce faire, les militants et sympathisants de cette structure exhortent, entre autres, les tombeurs de l'ancien régime à mettre en place un gouvernement acceptable, à oeuvrer au rassemblement des forces vives, à prôner le consensus dans l'élaboration des reformes et lois électorales à venir, à procéder à l'audit de tous les départements ministériels. Pour l'orateur principal, Pascal Zaïda, la prise en compte de ces doléances permettra, à l'issue de la future transition, d'avoir une gouvernance démocratique renforcée, des institutions solides, un developpement et une rédistribution équitable des ressources, une véritable décentralisation et transformation socioéconomique. Hormis ces requêtes, les participants présents en grand nombre ont également plaidé pour la réduction significative du train de vie de l'État, la suppression de certaines institutions jugées par eux <<inutiles et budgétivores>>, la dépolitisation de l'administration publique et l'impunité zéro pour les cas de corruption et de malversations.

Abdoul Karim TAPSOBA

ANNONCE



SUIVI EVALUATION
DES PROJETS ET PROGRAMMES

Certificats

- Certificat de Qualification et des techniques
- Certificat de Spécialisation
- Certificat d'Expertise
- Certificat de formation

Diplômes

- Master 1
- Master 2
- MBA

Le leader mondial de la formation en ligne

+22677200026
+222677200026
otc@otc-mail.com
/OTCMEDIA1
/OTCInt
/OTCWORLD

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Plus de 30.000 combattants terroristes se sont rendus dans le nord-est du Nigeria (gouverneur)



Plus de 30.000 terroristes, membres des groupes Boko Haram et Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), se sont rendus à ce jour à l'armée nigériane dans le nord-est du pays, a annoncé jeudi Babagana Zulum, gouverneur de l'Etat de Borno. . Une paix relative a commencé à revenir car les forces de sécurité ont continué à prendre des mesures visant à contrer les activités des terroristes, a-t-il déclaré aux journalistes après avoir informé le président Muhammadu Buhari de la situation. M. Zulum, rapporte selon l'agence chinoise Xinhua, a toutefois refusé de dire quand exactement ont commencé ces redditions. «Cette insurrection dans le nord-est sera bientôt une chose du passé», a-t-il assuré, parlant d'un «développement bienvenu». Il a expliqué que les autorités de l'Etat avaient été en mesure de rester en contact avec les terroristes par le biais d'un dialogue et d'une médiation constants qui, selon lui, ont donné des résultats fructueux.

Le président camerounais annonce la création d'un Conseil national de l'emploi (discours)



Le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, a annoncé jeudi dernier la mise en place du Conseil national de l'emploi destiné à apporter des solutions nouvelles, visant à inverser la courbe du chômage et à améliorer la productivité des entreprises locales. Dans son traditionnel message radiotélévisé à ses jeunes compatriotes, à la veille de la Fête nationale de la Jeunesse, il a aussi déclaré que le gouvernement envisageait, à court terme, de mobiliser des financements spécifiques en vue d'accompagner la mise en place d'un Fonds de garantie en faveur des jeunes entrepreneurs, permettant aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises de disposer de la garantie nécessaire pour lever les capitaux disponibles sur les marchés financiers, ou obtenir des financements auprès des banques classiques. Abordant la politique de promotion de l'emploi des jeunes, inscrite dans le Plan d'action prioritaire à l'horizon 2030, le chef de l'Etat a tablé sur la création de 600.000 emplois par an.

Le Maroc annonce le recensement des puits artisanaux après la mort du petit Rayan

Selon l'agence MAP, le ministère de l'équipement procédera au recensement des puits abandonnés ou clandestins et tout contrevenant fera l'objet d'une poursuite judiciaire. Cette décision vise à éviter qu'un nouveau drame se reproduise après celui du petit Rayan tombé durant cinq jours dans un puits où malgré les efforts des secouristes, il n'a pas survécu, a ajouté notre source.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Rwanda : L'exécutif veut investir 9 millions $ d'ici 2024 pour accroître la production piscicole



Selon l'Agence Ecofin, le gouvernement compte débloquer une enveloppe de 9,5 milliards de francs rwandais (9 millions $) dans l'augmentation de la production de poissons du pays à l'horizon 2024. Cette démarche devrait permettre d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité de cette matière première sur le marché local afin de développer l'aquaculture. Ce segment ne compte actuellement que pour 13 % de la production totale de poissons, soit environ 5 000 tonnes. Le poisson, rappelle notre source, est l'une des principales sources de protéines animales pour la majorité de la population. Avec une production encore faible pour satisfaire les besoins nationaux, les importations ont pris de l'ampleur durant la dernière décennie.

LIBERIA : EPA démolira les constructions illégales dans les zones humides de Kaptawee



Présents dans cette localité le 2 février 2022 à l'occasion de la célébration de la journée mondiale des zones humides, les responsables de l'Agence de protection de l'environnement du Libéria (EPA) ont annoncé des plans de démolition des maisons érigées autour des zones humides de Kpatawee, sans son autorisation. Selon Afrik 21 qui rapporte l'information, dans les zones humides de Kaptawee au centre du pays, des maisons construites illégalement constituent une menace pour diverses espèces de plantes et d'animaux sauvages qui habitent le site Ramsar. Suite à de nombreuses plaintes dénonçant la coupe illégale du bois, le braconnage et l'occupation illégale des parcelles dans les zones humides de Kaptawee, l'EPA y a effectué une étude d'évaluation de la situation.

Nigeria: les négociants d'intrants appellent les fabricants d'urée à vendre localement 35 % de leur production



Au Nigeria,indique l'Agence Ecofin, l'industrie des engrais a bénéficié de nombreux investissements durant la dernière décennie. Si cela a permis au pays de gagner le statut d'exportateur d'urée, les acteurs locaux souffrent paradoxalement d'un manque de disponibilité du produit. Dans ce pays, l'Association des distributeurs d'intrants agricoles (NAIDA) plaide pour la réservation par les fabricants d'urée, de 35 % de leur production au profit du marché local. Cette exhortation, relève la source, intervient dans un contexte où le prix de vente de l'engrais atteint des sommets en raison de sa faible disponibilité. Selon la NAIDA, le sac de 50 kg d'urée s'échange actuellement en moyenne à 18 000 nairas (43 $) contre 5 500 nairas (13 $) il y a deux ans.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Cap-vert (Football): trois matchs amicaux au programme de l'équipe nationale du pays



L'équipe nationale de football du Cap-Vert, les Requins bleus, jouera trois matchs amicaux fin mars prochain, a annoncé jeudi à la presse le président de la Fédération cap-verdienne de football (FCF). Selon Mario Semedo, le premier match aura lieu le 23 mars en France contre la Guadeloupe, le deuxième se jouera le 25 mars contre la sélection du Liechtenstein et le troisième se disputera le 28 mars face à Saint-Marin. Les deux derniers matchs se dérouleront en Espagne. Il a précisé que ces matches amicaux s'inscrivaient dans le cadre de la préparation des matchs éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des nations (CAN), qui se tiendra en 2023 en Côte d'Ivoire.

Soudan du Sud : des enquêteurs de l'ONU mettent en garde contre une recrudescence de la violence politique



Des experts indépendants des droits de l'homme de l'ONU ont mis en garde, le vendredi 11 février 2022, contre une recrudescence de la violence politique et de la polarisation au Soudan du Sud. Selon la Commission, citée par ONU Info, la tenue des élections risque sérieusement d'alimenter la violence et la polarisation « si les institutions requises, notamment les lois constitutionnelles et électorales ainsi que les dispositions logistiques ne sont pas d'abord mises en place ». Le chapitre 6 de l'accord revitalisé sur la résolution du conflit au Soudan du Sud prévoit l'élaboration d'une Constitution permanente, sur laquelle reposera le futur système politique.

RDC/Lubero: La MONUSCO installe une nouvelle base à Luofu pour sécuriser les déplacés



La MONUSCO a annoncé, le vendredi 11 février 2022, l'installation d'une base temporaire des casques bleus à Luofu, dans la partie sud du territoire de Lubero au Nord-Kivu, a rapporté Radio Okapi. L'installation de ces casques bleus du contingent indien a pour but de contribuer à améliorer la situation sécuritaire et protéger les civils, particulièrement les nombreux ménages de déplacés venus de plusieurs entités du sud de Lubero et du territoire voisin de Walikale. Une action saluée par le président de la société civile de Lubero, Hilaire Kanakwa mais également par le chef de la chefferie de Bamate, Mwami Mukasasenge, qui trouve que cette présence des casques bleus aidera à pacifier la région.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Tunisie: La HAICA suspend définitivement l'émission "Hal Tajroô?"



Le Conseil de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA) a décidé, le vendredi 11 février 2022, de suspendre définitivement l'émission "Hal Tajroô?", diffusée sur la chaîne de télévision privée Carthage+, a rapporté Mosaïque Fm. Cette suspension serait consécutive à une grave atteinte à la dignité et à la vie privée d'une personne, intervenue durant l'épisode en date du 30 janvier 2022. L'épisode à l'origine du courroux du HAICA a été interdit de rediffusion et retiré du site officiel de la chaîne et de ses pages et comptes sur les réseaux sociaux.

RDC: Décès à Kinshasa du célèbre journaliste sportif Faustin Fwasa



Le célèbre journaliste sportif Faustin Fwasa Tombisa Diyaba est décédé, le vendredi 11 février à Kinshasa , de suite d'une maladie, a rapporté Matin Infos.net. Présentateur à la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC), Faustin Fwasa était surtout connu pour son duo dans les commentaires des matchs de football avec François Claude Kabulo Mwana Kabulo, mais également pour ses célèbres répliques lors des commentaires de match. Il a également été le directeur de l'Institut congolais de l'audiovisuel.

Egypte : Le gouvernement achètera 4 millions de tonnes de blé auprès des producteurs locaux en 2022



Les producteurs de blé égyptiens fourniront plus de 4 millions de tonnes de la céréale au gouvernement dans le cadre de son programme de subvention du pain, rapporte Reuters qui cite le ministère de l'Approvisionnement. Ce volume en hausse de 400 000 tonnes par rapport à 2021 sera livré par les exploitants du 15 avril au 15 juillet prochain. L'Egypte est le premier producteur de blé du continent africain avec une récolte d'environ 9 millions de tonnes en 2020/2021.

Le Botswana veut construire deux centrales solaires thermodynamique d'ici 2027



Le gouvernement du Botswana lance les préqualifications pour la construction de deux centrales solaires thermodynamiques d'une capacité de 200 MW, a rapporté Afrik 21. Ces projets permettront au gouvernement botswanais de combler la demande d'électricité estimée à 550 MW et la diversification du mix électrique du pays dominé actuellement par le charbon (80 %), a ajouté notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le président sud-africain annonce des mesures pour faire face aux difficultés économiques



Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a déclaré jeudi que son gouvernement faisait des efforts pour résoudre les problèmes «profonds» et «structurels» de l'économie sud-africaine, notamment la crise de l'électricité, l'inefficacité des chemins de fer et des ports et la réticence à investir, rapporte Xinhua. Le gouvernement accélère la mise en œuvre de «réformes structurelles de grande envergure» pour moderniser et transformer ces industries, débloquer les investissements, réduire les coûts et accroître la compétitivité et la croissance, a indiqué M. Ramaphosa lors de son discours annuel sur l'état de la nation. Plusieurs nouveaux projets de production d'énergie seront mis en ligne au cours des prochaines années pour compenser le déficit d'approvisionnement en électricité d'environ 4.000 MW, a-t-il annoncé.

Bénin : Le gouvernement veut intensifier sa stratégie de lutte contre le terrorisme



Le gouvernement béninois a annoncé jeudi avoir décidé d'intensifier sa stratégie de lutte contre le terrorisme afin de garantir la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire, notamment sa zone frontalière avec le Burkina Faso et le Niger où sévissent par ailleurs des braconniers, indique Xinhua. Selon le compte rendu du conseil des ministres publié des échanges ont permis de mettre en exergue que la stratégie gouvernementale pour garantir la sécurité sur tout le territoire national suivait son cours et allait s'intensifier avec la réception prochaine des nouveaux équipements de pointe commandés. «Les points tenus par notre armée sont restés infranchissables et que notre stratégie permettra de sécuriser sous peu la zone encore critique afin de garantir la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national», a indiqué le gouvernement selon notre source. .

Le FIDA accorde son soutien pour atténuer l'impact de la COVID-19 en Somalie



La Somalie et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont signé jeudi un accord de subvention d'un montant de 1,07 million de dollars pour atténuer l'impact de la COVID-19 en Somalie, a fait savoir Xinhua. Cette subvention permettra de financer le programme «Résilience des moyens de subsistance face à la COVID-19» (RLAC-19), une initiative qui a pour but de renforcer la capacité des populations rurales pauvres à faire face aux effets de la pandémie et aux menaces qui pèsent sur leurs moyens de subsistance, ont déclaré les deux parties dans un communiqué conjoint publié à Mogadiscio, la capitale somalienne. Said Hussein Iid, ministre somalien de l'Agriculture et de l'Irrigation, a déclaré que le pays connaissait actuellement une nouvelle vague d'infections à la COVID-19, à laquelle s'ajoutait une sécheresse de plus en plus sévère.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
TTC
A Seulement
≈ 90 €
≈ 104 $
≈ 59 000 FCFA
http://quotidiennum
Contacts : +226 76 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info